

LE FINANCEMENT DES PME/PMI EN CONTEXTE DE CRISE SÉCURITAIRE AU BURKINA FASO

Résumé

Depuis 2015, le Burkina Faso traverse une **crise sécuritaire sans précédent** qui fragilise les PME/PMI, bien qu'elles constituent 85 % du tissu économique et 60 % de la main-d'œuvre. Cette recherche analyse les **contraintes de financement** exacerbées par la crise sécuritaire et propose des dispositifs de soutien résilients. En mobilisant un cadre théorique intégrant l'asymétrie d'information, la théorie de l'agence et l'économie de conflit, l'étude adopte une **méthodologie mixte** combinant une enquête quantitative auprès de **132 PME** et **12 entretiens semi-directifs** avec des acteurs financiers et institutionnels.

Les résultats révèlent que le **risque sécuritaire est devenu une variable endogène** du crédit, provoquant une « stigmatisation territoriale » où les zones de conflit sont de facto exclues du financement. Seules 42 % des PME ont sollicité un crédit, illustrant un fort phénomène d'**auto-censure financière** lié aux anticipations de refus et aux exigences de garanties jugées excluantes. Les dispositifs publics actuels sont perçus comme lents et inadaptés aux réalités du terrain.

L'étude préconise une refonte de l'architecture financière par l'**institutionnalisation de fonds de garantie spécialisés** pour les zones fragiles, le développement de produits innovants comme l'**affacturage** ou la **finance islamique**, et un soutien accru à la **structuration comptable des entreprises**. En conclusion, le financement des PME doit être repositionné comme un **instrument stratégique de stabilisation nationale** et de résilience économique.

Mots-clés : PME/PMI, Financement, Crise sécuritaire, Burkina Faso, Rationnement du crédit, Résilience.

25 1. INTRODUCTION

26 Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à une crise sécuritaire sans précédent qui a
27 profondément bouleversé son tissu économique et social. Cette situation a occasionné plus de
28 2,1 millions de personnes déplacées internes, soit près de 10% de la population (UNHCR,
29 2024), et fragilisé un environnement déjà marqué par des contraintes structurelles
30 persistantes. Dans ce contexte de crises multidimensionnelle, les Petites et Moyennes
31 Entreprises (PME) et Industries (PMI), qui représentent 85% des entreprises formelles et
32 emploient 60% de la main-d'œuvre totale (Calice, 2023), constituent à la fois le maillon le
33 plus vulnérable et le principal levier de résilience économique.

34 L'accès au financement, identifié comme l'obstacle majeur au développement des PME dans
35 les pays fragiles et affectés par les conflits (Calice, 2023), se trouve exacerbé au Burkina
36 Faso par la conjugaison de facteurs économiques, institutionnels et sécuritaires. Les théories
37 économiques classiques sur l'asymétrie d'information (Stiglitz & Weiss, 1981) et le
38 rationnement du crédit (Ghosh et al., 2000) prennent une dimension critique dans un
39 environnement où la crise accroît considérablement la perception du risque par les prêteurs.
40 En effet, seulement 19% des PME dans les pays fragiles disposent d'un prêt bancaire, contre
41 38% dans les pays non fragiles (Calice, 2023), traduisant un écart substantiel en matière
42 d'inclusion financière.

43 Malgré une croissance économique remontée à 3,6% en 2023 après la pandémie (BAD,
44 2024), le Burkina Faso demeure confronté à une pauvreté croissante, passée de 41,4% en
45 2018 à 43,2% en 2021 (BAD, 2024). Les dépenses sécuritaires élevées limitent les marges
46 budgétaires disponibles pour le soutien aux PME, tandis que les perturbations des chaînes
47 d'approvisionnement et la contraction des marchés locaux rendent les dispositifs de
48 financement traditionnels largement inopérants. Cette situation appelle à repenser les
49 mécanismes de financement à travers une approche innovante qui intègre le risque sécuritaire
50 comme variable endogène plutôt que comme simple externalité (Bujones et al., 2013).

51 La présente recherche se propose donc de répondre à la question suivante : **Quels dispositifs
52 de financement innovants et résilients peuvent être mis en œuvre pour soutenir les
53 PME/PMI au Burkina Faso face aux contraintes exacerbées par la crise sécuritaire ?**

54 Pour y répondre, trois objectifs spécifiques sont poursuivis. Premièrement, cartographier les
55 défis spécifiques rencontrés par les PME/PMI et les institutions financières dans les zones
56 affectées, en documentant l'ampleur du déficit d'inclusion financière. Deuxièmement,
57 identifier et évaluer les modèles de financement alternatifs (fonds de garantie, finance
58 islamique, capital-risque d'impact) susceptibles de fonctionner dans un contexte de haute
59 instabilité. Troisièmement, proposer un cadre de dispositif public-privé concret destiné aux
60 décideurs pour faciliter le financement et l'accompagnement des PME/PMI.

61 Cette recherche se justifie à double titre. Sur le plan académique, elle contribue à enrichir la
62 littérature sur l'économie de conflit en proposant un cadre d'analyse holistique du risque qui
63 intègre des indicateurs de cohésion sociale et de gouvernance locale, dépassant ainsi les
64 modèles classiques de risque de crédit inadaptés aux contextes fragiles (Beck, 2007). Sur le
65 plan pratique, elle répond à un impératif stratégique pour le gouvernement burkinabè :

transformer le soutien aux PME en instrument de stabilisation nationale, capable de préserver le tissu social et d'offrir une alternative tangible à l'enrôlement dans les groupes armés, particulièrement pour les jeunes et les femmes entrepreneurs.

2. CADRES THÉORIQUES MOBILISÉS

La compréhension des contraintes de financement des PME/PMI en contexte de crise sécuritaire nécessite la mobilisation d'un ensemble de cadres théoriques complémentaires issus de l'économie financière, de la théorie de l'agence et de l'économie de conflit. Cette section présente les fondements conceptuels qui structurent notre analyse et justifie leur pertinence pour le contexte burkinabè.

2.1. Théorie de l'asymétrie d'information et sélection adverse

La théorie de l'asymétrie d'information, initiée par Akerlof (1970) dans son analyse du marché des "lemons" (véhicules d'occasion), constitue le socle théorique explicatif des dysfonctionnements des marchés du crédit. Akerlof (1970) démontre que lorsque les vendeurs détiennent des informations supérieures aux acheteurs sur la qualité des biens échangés, le marché peut s'effondrer par un processus de sélection adverse où seuls les produits de mauvaise qualité demeurent. Transposé au marché du crédit, ce phénomène explique pourquoi les prêteurs, incapables de distinguer les emprunteurs solvables des emprunteurs à risque, peuvent rationner le crédit plutôt que d'augmenter les taux d'intérêt (Stiglitz & Weiss, 1981).

Stiglitz et Weiss (1981) affinent cette analyse en démontrant que le rationnement du crédit peut persister comme équilibre de marché même en présence d'une demande excédentaire. Leur modèle établit que l'augmentation des taux d'intérêt peut aggraver la sélection adverse en dissuadant les emprunteurs les moins risqués et en favorisant l'aléa moral, conduisant ainsi les banques à préférer le rationnement quantitatif à l'ajustement par les prix. Dans le contexte des PME burkinabè, cette asymétrie informationnelle est exacerbée par l'absence de systèmes de crédit robustes, l'informalité comptable et l'instabilité sécuritaire qui rendent l'évaluation du risque particulièrement complexe (Calice, 2023).

2.2. Théorie de l'agence et coûts d'intermédiation

La théorie de l'agence, développée par Jensen et Meckling (1976), analyse les conflits d'intérêts inhérents aux relations contractuelles où une partie (le principal) délègue une autorité décisionnelle à une autre (l'agent). Dans la relation banque-PME, le prêteur (principal) ne peut parfaitement observer les actions de l'emprunteur (agent), créant des risques d'aléa moral où l'entrepreneur peut adopter des comportements opportunistes après l'octroi du crédit. Jensen et Meckling (1976) identifient trois catégories de coûts d'agence : les coûts de surveillance du principal, les coûts d'engagement de l'agent, et la perte résiduelle résultant de la divergence d'intérêts.

Pour les PME en zone de conflit, ces coûts d'agence sont démultipliés. L'instabilité sécuritaire accroît l'incertitude sur la viabilité des projets, complique la surveillance des emprunteurs et augmente le risque de détournement des fonds vers des usages non productifs (Ghosh et al., 2000). Les garanties collatérales, traditionnellement utilisées pour atténuer ces problèmes, perdent de leur efficacité lorsque les droits de propriété sont contestés et que l'exécution des contrats est compromise par la faiblesse institutionnelle.

2.3. Théorie du rationnement du crédit en contexte de fragilité

Le rationnement du crédit, défini comme la situation où certains emprunteurs se voient refuser l'accès au crédit malgré leur disposition à payer des taux d'intérêt plus élevés, constitue un problème structurel particulièrement aigu dans les pays en développement (Ghosh et al., 2000). Cette théorie distingue le rationnement microéconomique, qui fixe des limites de crédit individuelles, du rationnement macroéconomique, qui refuse aléatoirement l'accès au crédit à certains demandeurs.

Dans les pays fragiles et affectés par les conflits (FCS), Beck (2007) souligne que le rationnement du crédit affecte disproportionnellement les PME, qui ne représentent que 19% des bénéficiaires de prêts bancaires contre 38% dans les pays stables. Au Burkina Faso, cette contrainte est amplifiée par la perception accrue du risque sécuritaire, la contraction de l'activité économique dans les zones affectées, et la concentration du crédit disponible vers le secteur public et les grandes entreprises (BAD, 2024).

2.4. Économie de conflit et fragilité étatique

L'économie de conflit, théorisée notamment par Collier (2000) et Berdal et Malone (2000), analyse les dimensions économiques des guerres civiles et l'interaction entre ressources économiques et violence politique. Collier (2000) démontre que les conflits civils ne résultent pas principalement de griefs sociaux (théorie du *grievance*) mais plutôt d'opportunités économiques pour les groupes armés (théorie du *greed*). Cette perspective éclaire comment la dépendance aux ressources naturelles, la faiblesse du revenu national et l'exclusion économique créent des conditions propices à la persistance des conflits.

Berdal et Malone (2000) approfondissent cette analyse en montrant comment les agendas économiques structurent les dynamiques conflictuelles et perpétuent l'instabilité. Pour les PME, cette économie de guerre génère des externalités négatives multiples : perturbation des chaînes d'approvisionnement, taxation informelle par les groupes armés, destruction d'infrastructures et détérioration du capital social. La compréhension de ces mécanismes est essentielle pour concevoir des dispositifs de financement adaptés qui ne renforcent pas involontairement les économies de prédation.

2.5. Finance entrepreneuriale en contexte de crise

La théorie de la finance entrepreneuriale examine les contraintes spécifiques d'accès au capital auxquelles font face les entrepreneurs, particulièrement dans les environnements caractérisés par une forte incertitude (Kerr & Nanda, 2011). Myers (1984) propose la théorie

de la hiérarchie des financements (*pecking order theory*), selon laquelle les entreprises privilégient le financement interne, puis la dette, et en dernier recours les fonds propres externes, en raison des coûts d'asymétrie informationnelle croissants à chaque niveau. Dans les contextes de crise, Paulson et Townsend (2005) montrent que les contraintes financières s'intensifient dramatiquement, réduisant la création d'entreprises et la survie des entreprises existantes. Les innovations en microfinance, notamment dans les zones de conflit, démontrent néanmoins que des mécanismes alternatifs peuvent restaurer l'inclusion financière lorsqu'ils s'appuient sur le capital social, l'accompagnement non financier et l'adaptation contextuelle des produits (Chakma et al., 2017). La finance islamique, avec ses principes de partage des risques et d'interdiction de l'usure, offre également des pistes prometteuses pour des contextes où la confiance envers les institutions formelles est érodée.

2.6. Modèle conceptuel intégratif adapté au contexte burkinabè

L'intégration de ces cadres théoriques permet de proposer un modèle conceptuel holistique adapté aux spécificités du Burkina Faso. Ce modèle postule que le déficit de financement des PME résulte de l'interaction de quatre dimensions : (1) l'asymétrie informationnelle aggravée par l'informalité et l'instabilité, (2) les coûts d'agence et de transaction démultipliés par la faiblesse institutionnelle, (3) le risque sécuritaire endogène qui affecte simultanément l'offre et la demande de crédit, et (4) la destruction du capital social et des réseaux de confiance essentiels aux mécanismes informels de financement.

Ce cadre intégratif suggère que les solutions traditionnelles de facilitation du crédit (garanties publiques, amélioration de l'information) sont nécessaires mais insuffisantes. Il appelle à une approche multidimensionnelle qui traite simultanément la viabilité économique des PME, la réduction des asymétries informationnelles, le renforcement institutionnel, et la reconstruction du capital social comme variables interdépendantes. Cette perspective guide l'élaboration de dispositifs innovants qui intègrent le risque sécuritaire comme paramètre central plutôt que comme externalité à éviter.

3. MÉTHODES D'ÉTUDE

3.1. Approche épistémologique et Design de recherche

Cette recherche s'inscrit dans une posture de **positivisme modéré**, visant à identifier des régularités empiriques tout en reconnaissant la complexité des phénomènes sociaux et institutionnels observés dans les contextes fragiles (Creswell & Plano Clark, 2018). Elle adopte un **design de recherche mixte**, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives afin de renforcer la validité interne et externe des résultats par triangulation des sources et des techniques (Denzin, 1978 ; Tashakkori & Teddlie, 2010).

L'étude repose sur une **enquête transversale multi-sites**, conduite dans plusieurs régions du Burkina Faso affectées à des degrés variables par la crise sécuritaire. Ce choix méthodologique permet de comparer les situations d'entreprises évoluant dans des

environnements territoriaux différenciés et d'analyser la manière dont l'insécurité reconfigure les mécanismes d'accès au financement (Beck, 2007 ; Calice, 2023). L'approche mixte est particulièrement indiquée pour l'étude du rationnement du crédit, qui combine à la fois des dimensions mesurables (accès au financement, performance, contraintes) et des mécanismes sous-jacents liés aux perceptions, pratiques et stratégies des acteurs (Stiglitz & Weiss, 1981).

3.2. Population cible et Échantillonnage

La population cible est constituée de trois catégories d'acteurs :

(i) les **PME/PMI formelles**, principales unités d'observation ;

(ii) les **institutions financières** (banques et structures assimilées) impliquées dans le financement des entreprises ;

(iii) les **décideurs et experts institutionnels** intervenant dans la conception ou la mise en œuvre des dispositifs de soutien aux PME.

Pour le volet quantitatif, un **échantillonnage stratifié raisonné** a été retenu afin d'assurer une représentation minimale des principaux secteurs d'activité et des zones géographiques, conformément aux recommandations méthodologiques pour les études en contextes fragiles où les bases de sondage exhaustives sont rarement disponibles (Calice, 2023 ; Saunders, Lewis, & Thornhill, 2019). L'échantillon est composé de **132 PME/PMI**.

Pour le volet qualitatif, un **échantillonnage intentionnel** a été privilégié, visant des acteurs disposant d'une expérience directe des problématiques de financement en contexte d'insécurité (Patton, 2015). Il comprend **12 entretiens semi-directifs** : 5 dirigeants de PME/PMI, 5 responsables d'institutions financières et 2 experts institutionnels.

3.3. Collecte et Analyse de données

Collecte des données

Les données quantitatives ont été recueillies à l'aide d'un **questionnaire structuré** administré auprès de 132 PME/PMI. L'instrument couvre quatre dimensions principales : caractéristiques des entreprises, accès au financement, effets de la crise sécuritaire et indicateurs de performance et de résilience. Ce type d'outil est couramment mobilisé pour analyser empiriquement les contraintes financières des PME dans les pays en développement (Beck, 2007 ; Ghosh, Mookherjee, & Ray, 2000).

Les données qualitatives ont été collectées au moyen d'**entretiens semi-directifs**, permettant d'explorer en profondeur les pratiques bancaires, les stratégies d'adaptation des PME et les limites des dispositifs existants. Cette approche est adaptée à l'analyse des logiques d'acteurs

et des mécanismes institutionnels difficilement observables par enquête standardisée (Kvale & Brinkmann, 2015 ; Yin, 2018).

Analyse des données

Les données quantitatives ont fait l'objet d'une **analyse statistique descriptive** (fréquences, moyennes, écarts-types) afin de caractériser l'échantillon et d'objectiver les contraintes d'accès au financement. Des **analyses multivariées** (régressions) ont ensuite été mobilisées pour examiner les relations entre exposition sécuritaire, accès au crédit et performance économique, conformément aux approches empiriques de l'étude du rationnement du crédit (Beck, 2007 ; Stiglitz & Weiss, 1981).

Les données qualitatives ont été traitées par **analyse thématique**, suivant un processus de codage itératif visant à identifier les régularités discursives, les divergences de points de vue et les mécanismes explicatifs sous-jacents (Braun & Clarke, 2006 ; Miles, Huberman, & Saldaña, 2014). Les verbatims ont été mobilisés pour contextualiser et interpréter les résultats statistiques, dans une logique de complémentarité méthodologique (Creswell & Plano Clark, 2018).

4. RÉSULTATS

4.1. Caractéristiques des PME/PMI enquêtées

L'échantillon est constitué de cent trente-deux (132) PME/PMI formelles, majoritairement concentrées dans les **services (41%)** et le **commerce (40%)**, tandis que l'**industrie reste marginale (19%)**, confirmant la prédominance d'activités à faible intensité capitalistique (figure 1). Les **entreprises individuelles dominent (78%)**, traduisant un faible niveau de structuration juridique et financière.

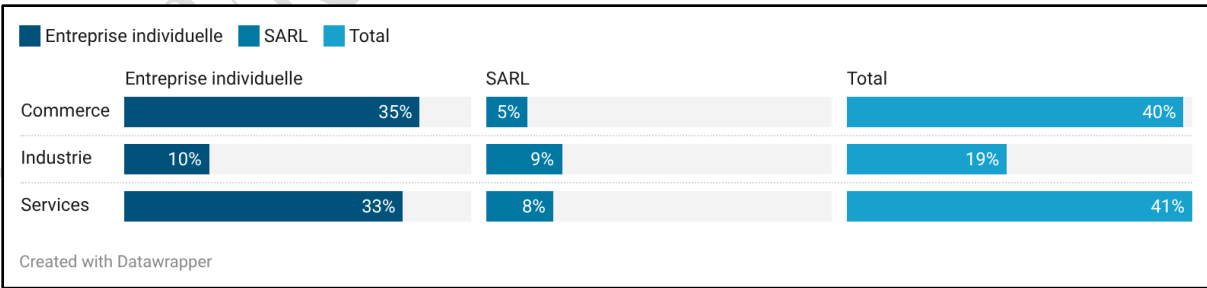


Figure 1: répartition des PME/PMI enquêtées par Secteur d'activité et par Forme juridique

Les données qualitatives confirment que cette configuration constitue un facteur structurel de vulnérabilité. Du point de vue des institutions financières, la faible formalisation limite fortement la capacité d'évaluation du risque :

« On se base un peu sur les chiffres qu'ils produisent, même si ces chiffres ne sont pas souvent vrais. Vu qu'ils ne sont pas trop formels, on n'accorde pas une confiance totale à ces chiffres, ce qui nous fait souvent douter. »— Responsable risques Banque 1, Act_Banq1

Du côté des entrepreneurs, la petite taille des structures est perçue à la fois comme une fragilité et comme un facteur de flexibilité, permettant une adaptation rapide aux chocs sécuritaires, mais au prix d'une **capacité d'investissement extrêmement limitée**.

4.2. Défis d'accès au financement en zones affectées

Seules **42% des PME** déclarent avoir sollicité un crédit au cours des douze derniers mois (figure 2). Ce taux relativement faible suggère un phénomène d'**auto-censure financière**, largement confirmé par les entretiens. Plusieurs dirigeants affirment renoncer volontairement aux démarches bancaires en raison d'anticipations quasi systématiques de refus. Pourtant **73% des** demandes de crédit ont été acceptées.

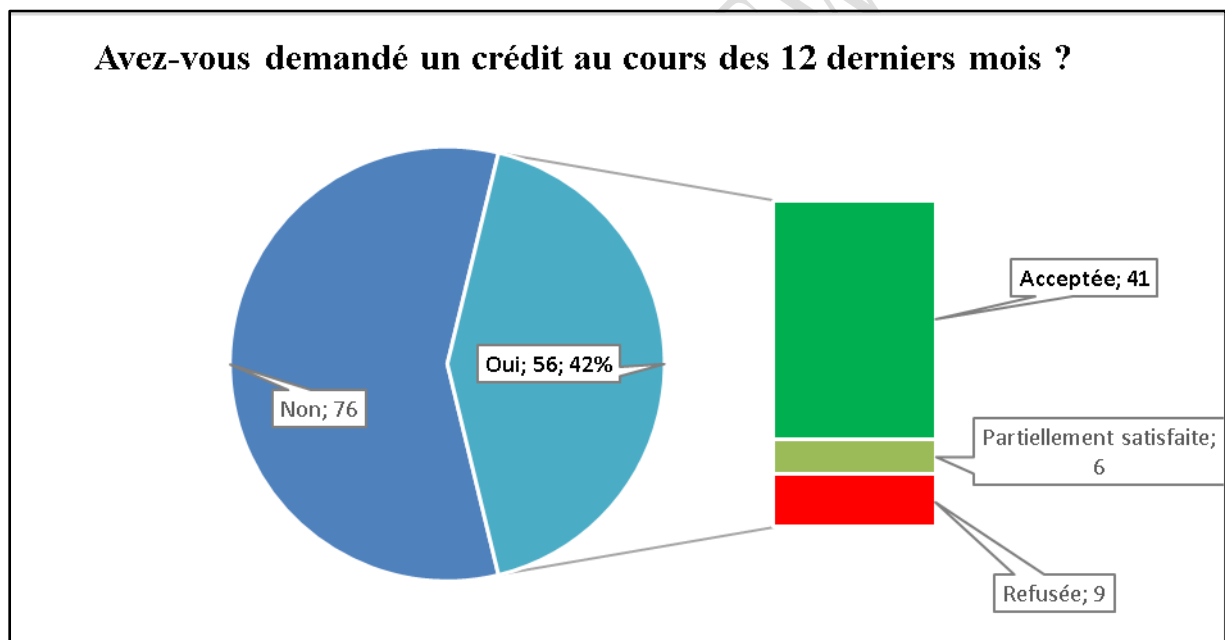


Figure 2: PME ayant sollicité un crédit au cours des douze derniers mois

Les principales contraintes quantitativement identifiées (garanties élevées, procédures complexes, coût du crédit) trouvent une correspondance directe dans les discours des acteurs bancaires. Les garanties sont décrites non seulement comme un instrument financier, mais comme un outil de discipline :

« La garantie est juste un moyen de contrainte. Si vous n'avez pas un moyen de contrainte sur le client, il fait ce qu'il veut avec l'argent. C'est une pression derrière le client pour qu'il travaille à rembourser. »— Responsable risques Banque 2, Act_Banq2.

259 Pour les entrepreneurs, ces exigences sont perçues comme **excluan**tes, en particulier pour les
260 jeunes entreprises ne disposant pas d'actifs hypothécables :

261 « On nous demande 10 à 15 % de caution liquide avant même de parler du
262 projet. Pour une jeune PME, c'est déjà la fin du projet avant qu'il ne commence.

263 »— Dirigeant de PME, BTP

264 Ces résultats confirment empiriquement un **rationnement du crédit non-prix**, dans lequel
265 les conditions d'accès constituent un mécanisme de sélection plus dissuasif que les taux
266 d'intérêt.

267 4.3. Impact de la crise sécuritaire sur les institutions financières

268 Les analyses statistiques montrent que les PME les plus exposées aux perturbations
269 sécuritaires sollicitent moins de crédits et subissent pourtant moins de refus. Les entretiens
270 révèlent que la crise a profondément transformé la **cartographie du risque bancaire**,
271 produisant des zones de fait exclues du financement.

272 « Aujourd'hui, certaines zones sont automatiquement classées à risque. Même
273 avec un bon marché, on n'accompagne pas, parce qu'on sait que si le site
274 devient inaccessible, tout s'arrête. »— Cadre de banque, Act_Banq3

275 Les banques identifient trois mécanismes majeurs de défaillance induits par l'insécurité :
276 (1) l'avortement des projets avant exécution,

277 (2) l'abandon de chantiers en cours,

278 (3) le blocage des paiements finaux.

279 Un dirigeant d'entreprise témoigne de cette stigmatisation territoriale :

280 « Dès que le marché est à Orodara ou Solenzo, on ne regarde même plus le
281 dossier. On nous dit directement que la zone est rouge et très éloignée de
282 Ouagadougou. »— Dirigeant PME, BTP

283 Ces éléments confirment que le risque sécuritaire est devenu une **variable endogène du**
284 **risque de crédit**, affectant simultanément l'offre bancaire et les décisions d'investissement
285 des PME.

286 4.4. Évaluation des dispositifs existants

287 L'enquête quantitative met en évidence une **connaissance limitée** des dispositifs publics de
288 soutien aux PME. Les entretiens précisent que ces mécanismes sont perçus comme lents,
289 centralisés et peu adaptés aux contraintes des zones affectées.

290 « *Il y a beaucoup de fonds, mais sur le terrain on ne voit pas vraiment leur*
291 *impact. Les procédures sont lourdes et les risques sécuritaires ne sont pas pris*
292 *en compte.* »— Expert institutionnel

293 En conséquence, les PME se replient vers des solutions alternatives : microfinance, tontines,
294 finance islamique, crédit fournisseur. Un entrepreneur explique :

295 « *Quand les banques ferment, on travaille avec les fournisseurs, avec la famille,*
296 *parfois avec la finance islamique. Ce n'est pas idéal, mais au moins ça permet*
297 *de respirer.* »— Dirigeant PME, commerce

298 Ces pratiques traduisent l'émergence d'un **écosystème financier hybride**, combinant
299 mécanismes formels et informels.

300 **4.5. Modèles alternatifs identifiés (fonds de garantie, finance islamique, capital-risque)**

301 Les analyses multivariées montrent que la taille, la structuration juridique et l'exposition
302 sécuritaire sont fortement associées à l'accès au crédit. L'accès au financement est également
303 positivement corrélé à la performance économique et à la création d'emplois.

304 Les entretiens permettent d'identifier des **innovations émergentes**. Les banques privilégient
305 désormais des produits à faible risque d'exécution, notamment l'affacturage :

306 « *Aujourd'hui, on préfère financer ce qui est déjà réalisé et que le client a soumis*
307 *ses factures pour paiement. Comme ça, le risque sécuritaire est beaucoup plus*
308 *faible car le marché a été exécuté.* »— Responsable risques Banque 2,
309 Act_Banq2.

310 Par ailleurs, certaines institutions intègrent explicitement les dynamiques de sécurisation
311 territoriale dans l'analyse du risque :

312 « *Quand une zone est en voie de sécurisation, on peut recommencer à*
313 *financer les projets dans cette zone. La reconquête devient un indicateur*
314 *financier. On tient compte de la stratégie militaire dans l'analyse.* »— Cadre de
315 banque, Act_Banq3.

316 Enfin, plusieurs acteurs soulignent le potentiel des modèles de filière structurée, à l'image du
317 coton, pour restaurer la bancabilité :

318 « *Quand la filière est organisée, comme dans le coton, la banque est rassurée.*
319 *On peut reproduire ça pour d'autres secteurs.* » — Expert sectoriel

320 Ces résultats montrent que la résilience financière ne dépend pas uniquement de nouveaux
321 produits, mais d'une **reconfiguration de l'architecture de confiance**, intégrant le risque
322 sécuritaire, la structuration sectorielle et l'accompagnement non financier.

5. DISCUSSION

Cette recherche avait pour objectif d'analyser les contraintes d'accès au financement des PME/PMI burkinabè en contexte de crise sécuritaire et d'identifier les leviers de dispositifs financiers plus résilients. Les résultats empiriques, issus de la triangulation entre données quantitatives et qualitatives, confirment que la crise sécuritaire agit comme un **facteur structurant du rationnement du crédit**, transformant profondément les mécanismes classiques de financement des PME.

5.1. Rationnement du crédit et intensification des asymétries informationnelles

Les résultats montrent que moins de la moitié des PME ont sollicité un crédit au cours des douze derniers mois, et que celles qui opèrent dans des zones fortement affectées sont à la fois moins enclines à formuler des demandes et plus exposées aux refus. Ce double phénomène d'auto-exclusion et de refus bancaire illustre parfaitement la dynamique de **rationnement du crédit** décrite par **Stiglitz et Weiss (1981)**. Conformément à leur modèle, l'ajustement par les taux d'intérêt apparaît insuffisant pour compenser l'incertitude accrue, conduisant les banques à privilégier des mécanismes non-prix – garanties excessives, sélection géographique, durcissement des critères – pour limiter leur exposition.

Les entretiens révèlent que l'insécurité exacerbe l'**asymétrie d'information ex ante**, en fragilisant la fiabilité des états financiers et en rendant imprévisible la viabilité des projets. Cette situation confirme empiriquement la thèse selon laquelle l'instabilité institutionnelle et territoriale accentue la sélection adverse et l'aléa moral, rendant les outils classiques d'évaluation du risque largement inopérants. Ainsi, le rationnement observé ne relève pas uniquement d'une pénurie de liquidités, mais d'un **effondrement partiel des mécanismes de confiance**, au cœur de la relation banque-PME.

5.2. Fragilité, exclusion financière et trappe de sous-développement des PME

Les constats empiriques rejoignent étroitement l'analyse de **Beck (2007)** et de **Calice (2023)** sur les pays fragiles et affectés par les conflits. La forte prévalence d'entreprises individuelles, la faiblesse de la structuration comptable et la concentration sectorielle dans des activités peu capitalistiques confirment l'existence d'un tissu entrepreneurial particulièrement exposé aux contraintes financières. Comme le souligne Beck, les PME des contextes fragiles sont structurellement pénalisées par un accès limité au crédit, ce qui les enferme dans une trajectoire de faible productivité, d'autofinancement contraint et de vulnérabilité accrue.

Les résultats montrent que cette dynamique est amplifiée au Burkina Faso par un phénomène de **stigmatisation territoriale**, où certaines zones deviennent de facto inéligibles au financement bancaire. Cette exclusion spatialisée du crédit alimente ce que Calice (2023) qualifie de « trappe de fragilité financière », dans laquelle l'absence de financement réduit la capacité d'adaptation des PME, accroît leur probabilité de défaillance et renforce en retour

l'aversion au risque des prêteurs. Il s'agit d'un **équilibre de sous-financement auto-entretenu**, difficilement réversible par des instruments de politique de crédit conventionnels.

5.3. Économie de conflit, géographie du risque et endogénéisation de l'insécurité

L'un des apports majeurs de cette étude réside dans la mise en évidence du rôle central du **risque sécuritaire comme variable endogène du financement**, ce qui prolonge les analyses de l'**économie de conflit** développées par Collier (2000). Alors que Collier souligne le lien entre fragilité économique et persistance des conflits, nos résultats montrent que l'insécurité ne constitue pas seulement un choc exogène, mais un paramètre structurant des décisions financières.

Les mécanismes identifiés – avortement des projets, abandon de chantiers, blocage des paiements – traduisent une **mutation de la géographie financière**, où le territoire devient un déterminant majeur de la bancabilité. Cette territorialisation du risque transforme le crédit en un instrument de sélection spatiale, produisant des zones d'exclusion financière qui coïncident largement avec les zones de vulnérabilité sécuritaire. Ce constat conforte l'hypothèse selon laquelle le sous-financement des PME peut indirectement contribuer à la persistance de l'instabilité, en affaiblissant les opportunités économiques locales et les capacités de résilience communautaire, comme l'anticipait Collier.

5.4. Limites des dispositifs classiques et nécessité d'une innovation institutionnelle

L'évaluation empirique des dispositifs existants met en évidence leur faible lisibilité et leur inadéquation perçue, confirmant les limites des approches centrées sur des fonds publics de soutien ou des mécanismes de garantie faiblement opérationnalisés. Ces résultats prolongent les observations de Calice (2023), selon lesquelles les instruments traditionnels de facilitation du crédit sont largement insuffisants dans les contextes FCS lorsqu'ils ne traitent pas simultanément les déficits d'information, la structuration des PME et le partage effectif du risque.

Les pratiques émergentes identifiées – affacturage, financement adossé à l'exécution, intégration des dynamiques de sécurisation territoriale, structuration sectorielle inspirée du modèle des filières – illustrent un glissement progressif d'une logique de crédit classique vers une **logique de dispositifs**. Cette évolution rejoint la perspective de Beck (2007), qui plaide pour des architectures financières hybrides combinant instruments financiers, accompagnement non financier et gouvernance institutionnelle renforcée.

5.5. Vers un cadre conceptuel de la finance résiliente en contexte de conflit

Sur le plan théorique, cette recherche permet de proposer une lecture intégrative reliant rationnement du crédit, fragilité étatique et économie de conflit. Les résultats suggèrent que la finance des PME en contexte sécuritaire ne peut être comprise uniquement à travers les

modèles standards d'intermédiation. Elle relève d'un **régime spécifique de finance de fragilité**, caractérisé par :

- (i) une intensification des asymétries informationnelles,
- (ii) une territorialisation du risque,
- (iii) une centralité des dispositifs de confiance et de gouvernance,
- (iv) une imbrication étroite entre dynamiques économiques et sécuritaires.

Dans cette perspective, les dispositifs innovants ne constituent pas de simples produits financiers, mais des **mécanismes institutionnels de reconstruction du capital de confiance**, capables de réduire simultanément le risque perçu, les coûts d'agence et l'incertitude contextuelle. Ce déplacement analytique prolonge Stiglitz & Weiss (1981) sur le rationnement, Beck (2007) et Calice (2023) sur la fragilité financière, et Collier (2000) sur les liens entre exclusion économique et instabilité.

6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

6.1. Conclusion

Cette recherche avait pour ambition d'analyser les contraintes d'accès au financement des PME/PMI burkinabè dans un contexte marqué par une crise sécuritaire prolongée, et d'identifier les conditions d'émergence de dispositifs financiers plus résilients. En mobilisant une approche méthodologique mixte, combinant enquête quantitative et entretiens semi-directifs, l'étude met en évidence que la crise sécuritaire ne constitue pas un simple facteur exogène de dégradation de l'environnement des affaires, mais qu'elle agit comme une **variable endogène du système de financement**, reconfigurant en profondeur les logiques d'évaluation du risque, d'octroi de crédit et de bancabilité des PME.

Les résultats empiriques confirment l'existence d'un **rationnement du crédit structurel**, conforme aux prédictions de Stiglitz et Weiss, mais dont l'intensité est exacerbée par la fragilité institutionnelle et territoriale. Ce rationnement ne se manifeste pas uniquement par des refus explicites, mais également par un phénomène d'auto-exclusion des entrepreneurs, qui renoncent à solliciter un financement en anticipant des conditions jugées inaccessibles. Ce processus contribue à l'enfermement des PME dans une trajectoire de sous-investissement, limitant leurs capacités de croissance, d'innovation et de création d'emplois.

L'étude enrichit par ailleurs la littérature sur la fragilité et l'économie de conflit en montrant que l'insécurité produit une **territorialisation du risque financier**, transformant certaines zones en espaces d'exclusion bancaire. Cette géographie financière du conflit renforce les déséquilibres régionaux, affaiblit les économies locales et peut, indirectement, alimenter les dynamiques d'instabilité. À l'inverse, les résultats suggèrent que l'accès au financement

constitue un **levier central de résilience économique**, associé à de meilleures performances et à une plus grande capacité d'adaptation des PME.

Sur le plan théorique, cette recherche propose une lecture intégrative de la finance des PME en contexte de fragilité, articulant rationnement du crédit, asymétries informationnelles et économie de conflit. Elle met en évidence la nécessité de dépasser une approche strictement bancaire pour concevoir des **dispositifs institutionnels de confiance**, combinant instruments financiers, structuration sectorielle, accompagnement non financier et mécanismes explicites de partage du risque sécuritaire. Ce déplacement analytique contribue à l'émergence d'un champ encore peu exploré : celui de la **finance entrepreneuriale en contexte de haute instabilité**.

6.2. Recommandations opérationnelles

À la lumière des résultats, les recommandations suivantes sont formulées à l'attention des pouvoirs publics, des institutions financières et des partenaires techniques et financiers.

1. Institutionnaliser des mécanismes de partage du risque sécuritaire

Il est impératif de créer ou de réformer des **fonds de garantie spécialisés pour les zones fragiles**, dotés d'une gouvernance autonome, de procédures rapides et de critères transparents. Ces mécanismes devraient intégrer explicitement le risque sécuritaire dans leurs modèles d'intervention, en couvrant non seulement le risque de défaut classique, mais également les risques d'interruption d'activité liés à l'inaccessibilité des zones. L'objectif est de transformer un risque systémique aujourd'hui supporté individuellement par les banques en un **risque mutualisé à l'échelle nationale ou régionale**.

2. Promouvoir des dispositifs financiers adaptés aux contextes instables

Les résultats plaident en faveur du développement de produits à **faible risque d'exécution**, tels que l'affacturage, le financement adossé aux factures, les crédits progressifs ou les mécanismes de paiement sécurisé. Ces instruments réduisent l'exposition des banques aux chocs sécuritaires et permettent de restaurer un minimum de fluidité financière. Parallèlement, l'intégration de solutions de **finance islamique** et de **financement participatif encadré** offrirait des alternatives crédibles aux entrepreneurs exclus du système bancaire classique.

3. Structurer les PME et réduire les asymétries informationnelles

L'État et les partenaires techniques devraient investir massivement dans la **structuration des PME** : appui à la tenue de comptabilités numériques, labellisation progressive des entreprises, accompagnement à la formalisation juridique et fiscale. La création d'un **certificat de PME éligible** ou d'un score de maturité entrepreneuriale permettrait de réduire les coûts d'information pour les banques et de restaurer la confiance. La digitalisation des

données financières et contractuelles apparaît à cet égard comme un levier stratégique majeur.

4. Développer des approches sectorielles et territorialisées

Les expériences réussies de filières structurées, à l'image du secteur cotonnier, suggèrent la pertinence d'approches **sectorielles intégrées**, associant organisations professionnelles, acheteurs, assureurs et banques. La réplique de ces modèles dans d'autres secteurs (BTP, agro-transformation, logistique, énergie) permettrait de mutualiser le risque, de sécuriser les débouchés et de renforcer la bancabilité des PME. De même, la mise en place de **pôles économiques sécurisés** pourrait constituer une base territoriale de relance du financement.

5. Repositionner le financement des PME comme instrument de stabilisation

Enfin, le financement des PME devrait être reconnu comme un **outil stratégique de stabilisation économique et sociale**. L'intégration explicite des politiques de soutien aux PME dans les stratégies nationales de résilience et de reconquête territoriale permettrait de dépasser une logique strictement économique pour inscrire le crédit dans une vision de reconstruction du tissu productif et du capital social. Les bailleurs et institutions multilatérales ont un rôle clé à jouer dans la conception de dispositifs hybrides associant sécurité, gouvernance et développement entrepreneurial.

6.3. Limites et perspectives de recherche

Cette étude repose sur un échantillon restreint et sur des données transversales, ce qui limite la portée inférentielle des résultats. Des recherches longitudinales, élargies à plusieurs pays sahéliens, permettraient de mieux appréhender les dynamiques d'adaptation des systèmes financiers en contexte de conflit. De futures investigations pourraient également mobiliser des méthodes quasi-expérimentales pour évaluer l'impact réel de dispositifs innovants sur la survie, la croissance et la contribution sociale des PME.

493 RÉFÉRENCES

- 494 Akerlof, G. A. (1970). The market for "lemons": Quality uncertainty and the market
 495 mechanism. *Quarterly Journal of Economics*, 84(3), 488-500.
 496 <https://doi.org/10.2307/1879431>
- 497 Banque Africaine de Développement. (2024). *Perspectives économiques au Burkina Faso*.
 498 [https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-economic-](https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-economic-outlook)
 499 [outlook](https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-economic-outlook)
- 500 Beck, T. (2007). Financing constraints of SMEs in developing countries: Evidence,
 501 determinants and solutions. Dans *Financing innovation-oriented businesses to*
 502 *promote entrepreneurship* (pp. 1-35). Tilburg University.
- 503 Berdal, M., & Malone, D. M. (Eds.). (2000). *Greed and grievance: Economic agendas in*
 504 *civil wars*. Lynne Rienner Publishers.
- 505 Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research*
 506 *in Psychology*, 3(2), 77–101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>
- 507 Bujones, A. K., Jaskiewicz, K., Linakis, L., & McGirr, M. (2013). A framework for
 508 analyzing resilience in fragile and conflict-affected situations. Columbia
 509 University/SIPA.
- 510 Calice, P. (2023). Unlocking SME finance in fragile and conflict affected situations. *Policy*
 511 *Research Working Paper No. 10363*. Banque mondiale.
 512 [https://documents1.worldbank.org/curated/en/099351103142316396/pdf/IDU021ba8d](https://documents1.worldbank.org/curated/en/099351103142316396/pdf/IDU021ba8d170d7d8041d808fae039c668326869.pdf)
 513 [170d7d8041d808fae039c668326869.pdf](https://documents1.worldbank.org/curated/en/099351103142316396/pdf/IDU021ba8d170d7d8041d808fae039c668326869.pdf)
- 514 Chakma, H., Coppel, E., Diallo, A., & Tubbs, R. (2017). *Financial inclusion and resilience:*
 515 *How BRAC's microfinance program recovered from the West African Ebola crisis*.
 516 Financial Inclusion Initiative Case Study.
 517 [https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/rflessonslearned](https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/rflessonslearned10-25-17.pdf)
 518 [10-25-17.pdf](https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/rflessonslearned10-25-17.pdf)
- 519 Collier, P. (2000). Economic causes of civil conflict and their implications for policy. *Oxford*
 520 *Economic Papers*, 56(4), 563-573.
- 521 Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2018). Designing and conducting mixed methods
 522 research (3rd ed.). Sage Publications.
- 523 Denzin, N. K. (1978). The research act: A theoretical introduction to sociological methods
 524 (2nd ed.). McGraw-Hill.
- 525 Ghosh, P., Mookherjee, D., & Ray, D. (2000). Credit rationing in developing countries: An
 526 overview of the theory. Dans D. Mookherjee & D. Ray (Eds.), *A reader in*
 527 *development economics* (pp. 383-401). Blackwell Publishers.
- 528 Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency
 529 costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360.
 530 [https://doi.org/10.1016/0304-405X\(76\)90026-X](https://doi.org/10.1016/0304-405X(76)90026-X)
- 531 Kerr, W. R., & Nanda, R. (2011). Financing constraints and entrepreneurship. Dans D.
 532 Audretsch, O. Falck, S. Heblich, & A. Lederer (Eds.), *Handbook of research on*
 533 *innovation and entrepreneurship* (pp. 88-103). Edward Elgar Publishing.
- 534 Kvale, S., & Brinkmann, S. (2015). *InterViews: Learning the craft of qualitative research*
 535 *interviewing* (3rd ed.). Sage Publications.
- 536 Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (2014). *Qualitative data analysis: A methods*
 537 *sourcebook* (3rd ed.). Sage Publications.
- 538 Myers, S. C. (1984). The capital structure puzzle. *Journal of Finance*, 39(3), 575-592.
 539 <https://doi.org/10.1111/j.1540-6261.1984.tb03646.x>

- 540 Patton, M. Q. (2015). Qualitative research & evaluation methods (4th ed.). Sage Publications.
- 541 Paulson, A. L., & Townsend, R. M. (2005). Financial constraints and entrepreneurship:
542 Evidence from the Thai financial crisis. *Economic Perspectives*, 29(3), 34-48.
- 543 Saunders, M., Lewis, P., & Thornhill, A. (2019). Research methods for business students (8th
544 ed.). Pearson Education.
- 545 Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information.
546 *American Economic Review*, 71(3), 393-410.
- 547 Tashakkori, A., & Teddlie, C. (2010). Mixed methodology: Combining qualitative and
548 quantitative approaches. Sage Publications.
- 549 UNHCR. (2024). Annual results report 2024 - Burkina Faso.
550 https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-06/burkina_faso_arr_2024.pdf
- 551 Yin, R. K. (2018). Case study research and applications: Design and methods (6th ed.). Sage
552 Publications.